

Libertés : Les surveillés ouvrent l'œil

Les solutions technologiques de traçage ou de renseignement cherchent à s'imposer dans la lutte contre l'épidémie de coronavirus. Deux associations, le Mouton numérique et la Quadrature du Net, mobilisent les citoyens pour les contrer.

Au XIX^e siècle, quand la machinerie industrielle opprimait les travailleurs, les « enquêtes ouvrières » émergèrent. Un travail méthodique de recueil de l'information, une documentation de l'oppression patronale, une analyse spécifique usine par usine... Ces investigations populaires et leur partage ont rendu les dominations visibles. Une base solide pour l'émancipation et pour donner une première réponse à la question : comment déjouer ces dominations ?

Deux siècles plus tard, des initiatives concernant la machinerie de surveillance suivent ce chemin. Le Mouton numérique et la campagne « Technopolice » de la Quadrature du net prennent le relais. Les technologies répressives concernent toute la population et le débat ne doit pas s'enfermer dans un entre-soi élitiste. Par leur initiative, ces deux associations veulent mettre les citoyens à contribution pour éclairer les zones d'ombre du capitalisme de surveillance et, pourquoi pas, le faire reculer de temps en temps.

Technopolice.fr a cette ambition. Sur l'accueil du site, un visuel frappe. Un hexagone d'un noir intense sur fond orange crépusculaire rayonne au milieu de monolithes sombres semblables à des immeubles ou des serveurs de stockage. Le site propose des guides pratiques pour se renseigner et se mobiliser contre les projets techno--sécuritaires. « *Sur les réseaux sociaux et dans la presse, l'idée passe et circule bien* », constate Martin Drago, juriste employé par l'association de défense des libertés, avant d'ajouter : « *mais aussi en dehors* ». Lancée en septembre dernier, la campagne a fait des émules. Avant le confinement, ses membres ont enchaîné les ateliers et conférences dans plusieurs villes : Rennes, Montpellier, Marseille, Toulouse.

Dispositifs liberticides

Malgré le coup d'arrêt donné à la mobilisation « en dehors », le membre de la Quadrature du Net garde son enthousiasme : « *Nos rencontres réunissaient pas mal de monde, surtout des personnes très motivées, prêtes à donner un coup de main ! Les premières questions étaient : qu'est-ce que je peux faire, comment aider à lutter contre le développement de la surveillance ?* » Même confiné chez soi, militer reste possible. Le forum de Technopolice permet à chacun de s'inscrire, de consulter les informations et de participer au travail d'enquête sur les dispositifs liberticides. « *Le plus facile, c'est de scruter la presse et de repérer l'installation de nouvelles caméras dans un village ou la pose de capteurs sonores dans un quartier. Nous ne pouvons pas avoir les yeux partout : c'est là que les gens peuvent nous aider* », commente le juriste.

Repérer pour attaquer

Ensuite, « *il y a une veille plus technique à réaliser, en allant sur le site des fournisseurs de technologies. C'est un réflexe à avoir, tout le monde n'y pense pas*, souligne Martin Drago. *Puis il y a la veille juridique. Retrouver des documents concernant les marchés publics, les délibérations d'une commune, d'une région, ou parfois des arrêtés ministériels. Surtout les*

arrêtés préfectoraux. » Derrière le déploiement d'un dispositif, en effet, il y a toujours un document administratif à la source ou une déclaration. Du repérage, Technopolice passe à l'attaque. Cette recherche d'informations sert de matière première pour le contentieux administratif.

Cette force d'enquête militante s'avère nécessaire, voire impérieuse, à l'heure où le capitalisme de surveillance sait trouver ses marchés et s'adapter. Les caméras et les centres de supervision ne représentent plus un luxe réservé aux centres urbains : les petites communes aussi s'équipent, et parfois dans le silence. Technopolice prévoit de s'organiser en comités locaux, sur le modèle des observatoires des pratiques policières implantés par la Ligue des droits de l'Homme. « *La surveillance devient un enjeu profondément local* », constate Martin Drago.

« *Nous souffrons d'un manque de débat démocratique sur des problèmes en apparence techniques mais aux effets profondément politiques* », martèle Maud Barret Bertelloni, étudiante à l'école doctorale en théorie politique à Sciences Po. Membre du Mouton numérique, elle a lancé avec d'autres membres un recensement (1) des mesures de surveillance dites anti-coronavirus. En un mois, l'association qui « éclaire la société qui innove » a repéré une centaine de projets techno-sécuritaires : déploiement massif de drones, exploitation des données de santé, application de traçage... Les initiatives se déploient rapidement et partout où elles trouvent de l'espace.

Two-i, par exemple, a figuré parmi les premières sociétés françaises à proposer ses solutions pour toute autorité désireuse de se convertir à l'analyse vidéo intelligente. L'entreprise est connue pour avoir expérimenté la lecture et l'analyse d'émotions au stade Saint-Symphorien de Metz ou dans le tram de Nice. Son logiciel, aujourd'hui, permettrait notamment de vérifier le bon respect de la distanciation sociale, le tout offert gracieusement. « *Le mois gratuit pour les plateformes, c'est la technique commerciale n° 1* », souligne un brin moqueur Louis Derrac, du Mouton numérique, ancien travailleur de la « tech », notamment dans les start-ups.

Infantilisation

« *IA, IA, IA, ils n'ont que ce mot à la bouche* », répète Irénée Régnauld, fondateur du Mouton, comme un sortilège avant de remettre les choses à l'endroit : « *Oui, l'intelligence artificielle est nécessaire pour faire des statistiques, peut-être nécessaire pour construire des modèles épidémiologiques. Mais non elle n'est pas une solution si elle ne s'inscrit pas dans une stratégie globale. Et non, elle ne doit pas être utilisée pour enregistrer la toux ou d'autres délires de ce genre. Avons-nous besoin de technologies pour savoir si nous respectons le confinement ? Ces usages règlent de faux problèmes. Derrière ces outils, se niche l'infantilisation des populations et le refus de son autonomie. C'est par cette autonomie justement - bien plus efficace que la contrainte - que nous pourrions susciter l'adhésion et de nouveaux comportements pour vivre avec le virus.* »

Même quand ils ne promeuvent pas des outils de surveillance à proprement parler, les espions honnis d'hier profitent de la crise sanitaire pour se refaire une santé. Ainsi, « *Palantir a approché l'AP-HP de Paris pour lui proposer une solution de gestion des ressources entre établissements* », pointe Maud Barret Bertelloni. Cette entreprise états-unienne cofinancée par la CIA travaille ordinairement avec les renseignements français dans la lutte contre le terrorisme. Irénée Régnauld reprend une [remarque sur les réseaux d'Henri Verdier](#),

ambassadeur pour les affaire numériques : « *gérer les ressources et approvisionnements des hôpitaux, c'est possible de le faire avec un tableau Excel.* »

La doctorante en théorie politique complète : « *N'oublions surtout pas : malgré les garanties et les applications "ethic by design", nous parlons toujours de Palantir. Ça représente un risque sur le temps long, car ces initiatives ont une fonction de normalisation et de légitimation. Là, ils réussissent à redorer une réputation perdue car ils entrent par la grande porte du service public.* » Après des négociations, l'AP-HP a finalement écarté l'entreprise états-unienne.

La membre du Mouton numérique met en garde : « *En sociologie, nous parlons de "fonction creep", le changement irréversible. C'est comme le dentifrice : une fois que c'est sorti du tube, ça ne peut plus y rentrer. Actuellement, nos démocraties pourraient être qualifiées de basse intensité. Dans de futurs contextes de crise, réfléchissons : quelle place voulons-nous laisser aux contre-pouvoirs citoyens ?* » Recenser et dénoncer n'est qu'une étape. Il faudra créer du lien. La campagne Technopolice attend des horizons plus propices et plus libres pour s'épanouir.

(1) Pour y participer, vous pouvez envoyer un mail à l'adresse suivante : bonjour@mouton-numerique.org

par [Romain Haillard](#) Photo : Kaur Kristjan/unsplash

publié le 29 avril 2020 Article paru dans l'hebdo Politis N° 1601